

## Antisémitisme en France: des «boutons d'alerte» dans des écoles juives

**Les établissements scolaires juifs de la région Auvergne-Rhône-Alpes peuvent dès à présent être dotés de «boutons d'alerte» pour faire face à la recrudescence des actes antisémites en France, a annoncé jeudi le président du Conseil régional Laurent Wauquiez.**

«Des boutons d'alertes très simples» pour alerter en cas d'«une intrusion, une tentative d'agression, un acte terroriste» vont être mis en place dans la dizaine d'établissements juifs de la région Auvergne-Rhône-Alpes, a déclaré lors d'une conférence de presse l'élu LR sur la sécurité en milieu scolaire à la Maison du Consistoire.

Évoquant la multiplication des actes antisémites depuis les attaques sanglantes du Hamas contre Israël le 7 octobre, M. Wauquiez a souligné que «derrière ce sont des enfants qui vont à l'école en ayant peur, ce sont des familles qui renoncent à emmener leurs enfants à l'école. Ce sont des sorties scolaires, des sorties sportives qui sont annulées».

«Il faut des actes et notre responsabilité c'est aussi de protéger», a-t-il déclaré.

Quelque 355 boutons «connectés» et «non visibles», fonctionnant sur le même principe que ceux distribués depuis 2021 pour signaler des violences faites aux femmes, seront donnés aux directeurs et enseignants de la dizaine d'établissements juifs de la région, reliés à «un service de sécurité de la communauté» qui centralisera avant de transmettre aux forces de l'ordre.

De plus 900 exemplaires ont été commandés, explique pour sa part la Région pour 45 000 euros.

À terme, le dispositif devrait directement être relié «aux commissariats et à la gendarmerie» a souhaité M. Wauquiez qui a également annoncé la mise à disposition de minibus pour les sorties scolaires des élèves de ces établissements.

Dotés de différentes fonctionnalités, ils permettent, «selon les besoins, d'envoyer un SMS, la géolocalisation de l'utilisateur, de lancer un appel de secours ou encore de déclencher un enregistrement pour la captation d'éléments matériels» dans une situation de danger.

L'application téléphone fournit également une carte qui liste notamment tous les accès au premier secours à proximité (postes de police et gendarmerie, hôpitaux).

La production de ces dispositifs, appelés «Monsherif», est assurée par l'entreprise Domie digital, située à Marcilly-d'Azergues (Rhône), selon la même source.

Le 5 novembre, le ministre de l'Intérieur Gérald Darmanin a affirmé sur France 2 que les actes antisémites avaient «explosé» en France depuis le 7 octobre avec 1 040 actes recensés.

Selon ce dernier, «486» personnes ont par ailleurs été interpellées pour des actes antisémites, dont «102 étrangers».

Dimanche, comme d'autres grandes villes, une marche contre l'antisémitisme est organisée à Paris par les présidents de l'Assemblée nationale et du Sénat pour protester contre la multiplication des actes antisémites sur le territoire.